

## **Newsletter n°2 (2021) : Le pays où on a érigé la liberté en statue**



Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du **Tricontinental : Institut de recherche sociale**.

Le 6 janvier dernier, le monde a été témoin d'un fascinant spectacle, sous la forme d'un éventail de ce qui semblait être des personnages de séries télévisées de fantaisie s'emparant du Capitole états-unien, où siège le Parlement. Bien qu'il ait dépensé plus d'un trillion de dollars pour son armée, ses services de renseignement et sa police, le gouvernement américain s'est laissé envahir par une horde de partisans de Donald Trump. Ils ont débarqué sans le moindre plan et n'ont pas réussi à susciter une réelle révolte dans le pays. Ce qu'ils ont, en revanche, **clairement** démontré, c'est qu'il existe une division profonde aux États-Unis, qui affaiblit la capacité des élites américaines à exercer leur domination sur le monde.

Partout dans le monde, les gens ont suivi le curieux spectacle du bataillon de supporters de Trump se déchaîner dans les chambres d'un corps qui se dit « la plus vieille démocratie du monde ». Avec précision, le président du Zimbabwe, Emmerson Mnangagwa, a envoyé un **tweet** qui liait les sanctions économiques américaines contre son pays au chaos qui régnait à Washington, DC. Les événements au Capitole, écrit-il le 7 janvier, « ont montré que les États-Unis n'ont aucun droit moral de punir une autre nation sous prétexte de défendre la démocratie. Ces sanctions doivent prendre fin ». Le gouvernement du Venezuela **s'est dit** préoccupé par « la polarisation politique et la spirale de la violence » et a expliqué que les États-Unis vivent maintenant « ce qu'ils ont généré dans d'autres pays avec leurs politiques d'agression ».

L'utilisation du terme « droit moral » par le président Mnangagwa a trouvé un écho dans le monde entier : comment une société qui est confrontée à un défi aussi grave pour ses propres institutions politiques peut-elle estimer qu'elle a le droit de « promouvoir » la démocratie dans d'autres pays, en utilisant les divers instruments de la guerre hybride ?



Les États-Unis – comme d’autres démocraties capitalistes – ont dû faire face à des défis insurmontables pour leur économie et leur société, avec des taux élevés d’inégalité des richesses écrasés par une précarité et une déflation des revenus à grande échelle. Entre 1990 et 2020, les milliardaires américains ont vu leur richesse augmenter de 1 130 %, alors que la **richesse** médiane aux États-Unis n’a augmenté que de 5,37 % (cette augmentation a été encore plus marquée pendant la pandémie). Les sorties de cette crise sociale et économique ne sont tout simplement pas à la portée de la classe dirigeante américaine, qui semble ne pas se soucier des grands dilemmes de sa propre population et du monde. Un exemple en est le maigre soutien au revenu fourni pendant la pandémie, alors que le gouvernement s’empresse de protéger la valeur de la richesse de la petite minorité qui détient une part obscène de la richesse et du revenu national.

Plutôt que de chercher une solution à la crise économique et sociale – qu'elle ne peut pas résoudre – la classe dirigeante américaine projette son problème comme un problème de légitimité politique. On a maintenant la fausse impression que le principal problème des États-Unis est posé par Donald Trump et son armée de pacotille ; mais Trump n'est que le symptôme du problème, pas sa cause. La circonscription qu'il a rassemblée restera intacte et continuera à prospérer tant que la crise sociale et économique sera incontrôlable. De larges pans de l'élite américaine se sont ralliés à Joe Biden, espérant que celui-ci – en tant que représentant de la stabilité – sera capable de maintenir l'ordre et de restaurer la légitimité des États-Unis. Selon eux, les États-Unis sont actuellement confrontés à une crise de légitimité politique et non à une crise socio-économique pour laquelle ils n'ont pas de réponse.



Le **dossier** de janvier de Tricontinental : Institut de recherche sociale, *Twilight : The Erosion of US Control and the Multipolar Future*, aborde la question du déclin de l'autorité américaine. Depuis la guerre américaine contre l'Irak (2003) et la crise du crédit (2010), on anticipe le déclin de la puissance des États-Unis et de son projet. Dans le même temps, les États-Unis continuent d'exercer une immense puissance grâce à leur supériorité militaire, leur contrôle sur de larges pans du système financier et commercial (le complexe Dollar-Wall Street) et leur maîtrise des réseaux d'information. Depuis la fin des années 1940, les États-Unis ont déclaré que tout ce qui n'était pas une puissance prépondérante était un choix de défaite. Cet objectif politique a été repris dans chaque stratégie de sécurité nationale du gouvernement américain. La crise socio-économique des deux dernières décennies a affaibli l'autorité américaine, mais elle n'a pas érodé la puissance américaine. C'est pourquoi notre dossier s'intitule « Twilight » : nous sommes en plein processus de réduction de l'autorité américaine, mais pas de perte de puissance américaine.

Au cours des deux dernières décennies, la Chine a développé ses prouesses scientifiques et technologiques, ce

qui a entraîné des avancées rapides pour le développement de la Chine. Au cours des dernières années, les scientifiques chinois ont publié plus d'articles évalués par des pairs que les scientifiques d'ailleurs et les scientifiques et entreprises chinoises ont déposé plus de brevets que les scientifiques et entreprises d'ailleurs. Grâce à ces développements intellectuels, les entreprises chinoises ont réalisé des percées technologiques majeures, notamment dans les domaines de l'énergie solaire, de la robotique et des télécommunications. Un taux d'épargne élevé de la population a permis à l'État chinois et aux capitaux privés chinois d'effectuer des investissements considérables dans le secteur manufacturier ; cela a propulsé les industries de haute technologie chinoises, qui ont sérieusement menacé les entreprises de la Silicon Valley. C'est ce défi, selon nous dans ce dossier, qui a poussé la classe dirigeante américaine à lancer une dangereuse confrontation contre la Chine ; le « pivot vers l'Asie » d'Obama et la « **guerre commerciale** » de Trump ont tous deux eu une composante militaire, qui comprend le déploiement d'ogives nucléaires tactiques dans les eaux autour de l'Asie.



Plutôt que de s'attaquer aux grands défis sociaux et économiques des États-Unis, sa classe dirigeante s'est réfugiée dans la rhétorique anti-chinoise. Pourquoi la situation de l'emploi est-elle si mauvaise aux États-Unis, se demandent les gens ? A cause de la Chine, disent les élites – qu'il s'agisse de ceux qui soutiennent Trump ou de ceux qui ont la nostalgie d'Obama. Pourquoi COVID-19 a-t-il créé un tel chaos aux États-Unis, qui continuent à avoir le plus grand nombre de morts au monde ? A cause de la Chine, dit Trump. Biden, d'une manière plus douce, fait des bruits similaires. L'orientation générale de la classe dirigeante américaine est de blâmer la Chine pour chaque problème aux États-Unis, de faire de la montée de la Chine l'excuse de tout échec aux États-Unis.

Trump a utilisé la Quadrilatère de l'ère Obama (Australie, Inde, Japon et États-Unis) contre la Chine, tandis que Biden promet de construire une « coalition de démocraties » plus large (la Quadrilatère plus l'Europe)

contre la Chine. Quel que soit le fragment de la classe dirigeante américaine qui gouverne le pays, ces dirigeants chercheront à rejeter sur la Chine toute la responsabilité de leurs échecs. C'est une stratégie cynique et dangereuse car – comme nous le soulignons dans le dossier – les élites américaines savent bien que le développement économique de la Chine représente un sérieux défi pour les États-Unis, mais que la Chine n'a aucune ambition militaire ou politique significative pour dominer le monde. La classe dirigeante américaine est cependant prête à risquer une guerre cataclysmique pour protéger sa puissance prépondérante.



En 1972, lorsque le gouvernement socialiste de Salvador Allende au Chili subit la pression meurtrière des États-Unis, le poète Nicanor Parra écrit

Estados Unidos: el país donde  
la libertad es una estatua

États-Unis : le pays où  
On a érigé la liberté en statue.

Un an plus tard, le gouvernement états-unien dit au général Augusto Pinochet de quitter les casernes, de renverser le gouvernement d'Allende et d'inaugurer une dictature qui durera 17 ans. Trois ans avant le coup d'État, le responsable chargé des plans à la CIA a écrit : « C'est une stratégie soutenue et continue que Allende soit renversé par un coup d'État. Il est impératif que ces actions soient mises en œuvre de manière confidentielle et sûre afin que le [gouvernement des États-Unis] et [la] main mise états-unienne restent parfaitement insoupçonnables ». Cette stratégie visant à s'assurer que « la main états-unienne reste parfaitement insoupçonnable » fait partie des techniques de guerre hybride, que nous soulignons dans notre dossier.

Des femmes et des hommes courageux se sont battus et ont péri pour renverser la dictature de Pinochet. Parmi eux, il y avait des gens comme Ricardo Silva Soto, un jeune homme qui aimait jouer au football et aimait ses études à la faculté des sciences chimiques et de pharmacie de l'université du Chili. Il a rejoint le Front Patriotique Manuel Rodríguez (FPMR) du Parti Communiste du Chili, qui s'est battu contre les tentacules de la dictature. En juin 1987, Silva Soto et d'autres ont été tués de sang froid dans le cadre de l'opération Albanie. La Commission chilienne des droits de l'homme et la Vicaría de la Solidaridad ont constaté qu'aucune balle n'avait été tirée depuis l'intérieur de leur maison sécurisée située au 582, rue Pedro Donoso, dans le quartier Conchalí de Santiago ; les balles ont été tirées à bout portant sur les militants. Dans le quartier voisin de Recoleta, il y a une pharmacie populaire qui porte le nom de Silva Soto. Elle a été ouverte en 2015 par le maire Daniel Jadue, qui est maintenant candidat à la présidence chilienne. La création de cette pharmacie a conduit à la création de l'Association chilienne des pharmacies populaires (ACHIFARP) et à l'ouverture dans 94 municipalités du Chili de tels établissements, qui ont joué un rôle clé dans la lutte contre la COVID-19. Ricardo Silva Soto a été tué pour empêcher le monde de respirer ; son nom est maintenant au sommet d'un processus qui aide le monde à survivre.

La réaction mondiale aux événements du 6 janvier montre que l'autorité des États-Unis est fortement entachée. Biden utilisera toutes les méthodes – y compris la guerre hybride – pour rétablir cette autorité. Mais il a peu de chances de réussir. Le poème de Parra a été écrit en 1972 avec une ironie amère ; aujourd'hui, en raison de l'intérêt mondial pour la question des vies noires et de l'apparition publique des hordes de partisans de la suprématie blanche du Trump, la déclaration de Parra est considérée comme une description de la réalité.

Les États-Unis disposent de ressources considérables pour réaffirmer leur autorité. Les luttes à venir – au nom de personnes comme Ricardo Silva Soto – seront difficiles et périlleuses. Mais – pour le bien de l'humanité – ces luttes sont essentielles.

Chaleureusement,

Vijay

“Je suis Tricontinental”

Subin Dennis, Chercheur

Bureau de Tricontinental en Inde

“Récemment, j’ai travaillé à un dossier concernant les cent ans du mouvement communiste en Inde, rassemblant du matériel et coordonnant les travaux de recherche. Je participe à présent à l’édition d’un livre à venir : *Communist Histories/Histoires communistes*, Volume II, qui comprend des essais sur le mouvement communiste en Inde.

*\*Traduit de l’anglais par Claire Savina*